

*L'Adresse*

animaux, la construction et un tas de choses. Il faut être spécialisé et polyvalent.

• (1835)

Le problème aussi, c'est que cette population agricole, même si elle est très importante par sa production totale et son expertise, est très minime. Elle représente environ 3 p. 100 de la population canadienne. Cela cependant crée un autre problème: les gouvernements négligent l'agriculture.

J'ai l'impression que d'une façon générale les consommateurs considèrent les aliments comme un acquis au Canada, comme si ça allait de soi. On ne prend pas le temps d'apprécier la grande importance de cette industrie pour le pays. D'ailleurs, ma collègue d'Essex—Windsor avait dit, il y a quelques jours, qu'un pays qui ne peut pas fournir sa nourriture à son peuple n'est pas un pays qui se respecte, tellement c'est important. C'est la base.

L'autre problème, encore une fois, c'est le fait que la presse au Canada ne s'intéresse pas beaucoup à l'agriculture, parce que ce n'est pas à la mode. La presse se préoccupe essentiellement des problèmes urbains et non pas des problèmes ruraux. Donc, l'agriculture est beaucoup négligée. Par conséquent, elle est également négligée par les gouvernements. Ça, c'est évident. Mon Dieu que c'est évident!

Si on regarde dans le discours du Trône, il n'y a pas un seul mot sur l'agriculture. Il est évident qu'on néglige d'en parler. Il y a quinze ans, j'ai travaillé pour Eugene Whelan, qui était alors ministre de l'Agriculture dans le Cabinet de Pierre Elliott Trudeau. Cela a été pour moi la plus grande découverte que j'ai jamais faite au sujet de l'agriculture. M. Whelan, lui, grand ministre comme il était, peut-être le ministre de l'Agriculture le plus important de toute l'histoire du Canada, sans doute, avait une difficulté immense à convaincre ses collègues de l'importance de l'agriculture. D'ailleurs, le Cabinet de M. Trudeau faisait zéro, et je dis bien zéro, pour aider l'agriculture. On faisait le minimum, un certain minimum.

J'ai d'ailleurs un peu l'impression qu'on n'a pas vraiment évolué depuis, même si on a changé de gouvernement. On est passé au Parti conservateur et on se retrouve maintenant avec un gouvernement libéral, avec un premier ministre qui était lui aussi membre de ce même Cabinet.

M. Trudeau lui-même méprisait ouvertement l'agriculture. Je me souviens très bien qu'une fois où nous étions à Winnipeg, alors qu'il y avait une crise dans l'Ouest sur l'exportation du grain, les agriculteurs étaient massés devant M. Trudeau; le grain ne sortait pas et ils ont dit: Qu'est-ce que tu vas faire pour nous aider? Je cite les mots de M. Trudeau: «Sell your own goddam grain.»

Tout cela pour dire que M. Trudeau, le premier ministre, n'avait aucune patience pour les questions agricoles, et je pense que le premier ministre actuel a un peu la même optique de négliger l'agriculture, j'ose même dire de ne pas la comprendre. Tout récemment, il y a eu les négociations du GATT qui ont influencé de façon très importante tout un secteur agricole au Québec et en Ontario, dont la gestion de l'offre, et dans ce

système agricole qui affecte la production laitière et agricole, il y a des quotas. Les négociations du GATT remettaient en question la valeur des quotas.

En passant, les quotas constituent environ les deux tiers de la valeur d'une ferme. On avait posé la question au premier ministre du Canada, à savoir si les fermiers qui seraient perdants à cause des effets néfastes du GATT recevraient une compensation. Le premier ministre a dit: Non, pas question, parce qu'ils n'ont pas payé leurs quotas. La citation exacte, c'est: «Pas de compensation pour les producteurs car ils n'ont pas acheté leurs quotas».

• (1840)

C'est la citation exacte de ce que le premier ministre a déclaré en entrevue en français, dans *Le Droit*. En passant, cette déclaration n'a pas été rapportée dans la presse anglophone canadienne. J'ai remarqué ce petit fait—là parce que c'est important, et je vous le dis: cela a été rapporté seulement en français. Il est évident que le premier ministre se trompait concernant les quotas. On sait très bien que les agriculteurs ont payé leurs quotas et les ont payés cher. C'est d'ailleurs la base même des emprunts qu'ils font et la base de leur crédit. C'est la base de beaucoup de choses très importantes pour les agriculteurs.

La conséquence de tous ces éléments—là, que je souligne très rapidement, c'est qu'au fond, ce gouvernement souffre d'une absence de politique constructive et positive dans le domaine agricole. Il n'a pas de vision agricole. Le Canada n'a jamais eu de vision agricole constructive. Ce qu'on a comme politique agricole, c'est une bouche—trou. C'est une politique qui s'établit toujours en réaction aux Américains, aux réactions aux influences internationales.

On n'a pas d'initiative au Canada. On ne fait que réagir. Les faits actuels, les faits récents au GATT et les ententes qui sont en train d'être négociées avec les Américains sont la preuve flagrante de ce manque de vision agricole au Canada. Cela prouve qu'on ne fait que réagir. En ce moment, on est dans une situation compliquée et inquiétante pour les agriculteurs, non seulement les agriculteurs de l'Est, mais également les agriculteurs de l'Ouest. Dans l'Ouest, on a une production de blé qui n'est pas égalée dans aucun autre pays au monde. Dans l'Ouest, on a une production de blé dur et d'autres productions très importantes, et les Américains veulent limiter les exportations de blé vers les États-Unis. Il est vrai que les exportations ont augmenté considérablement depuis l'année dernière et les années précédentes. C'est un produit très important pour l'Ouest, et les Américains veulent limiter cette exportation.

Au fond, les Américains n'ont pas raison de limiter cette exportation. On a signé une entente de libre—échange avec les Américains. La base de cette entente—là, c'est l'échange avec les Américains, et les Américains veulent maintenant jouer mauvais jeu. Ils veulent maintenant forcer le Canada à limiter ses exportations. Le Canada est à genoux encore une fois, comme d'habitude. Nous ne pouvons pas, avec le ministre de l'Agriculture, faire valoir nos droits, nos acquis. Cela nous revient. Dans l'Ouest, on devrait pouvoir exporter les quantités de blé qu'on veut aux